

Le livre Une stratégie altermondialiste, paru aux Editions La Découverte, en 2011, a été traduit en espagnol et édité, en avril 2012, par les Editions Trilce à Montevideo, les Editions Lom à Santiago, les Editions Le monde diplo/Capital intellectuel à Buenos Aires, Les Editions La Carreta à Bogota et Medellin. A l'occasion de la sortie des éditions en espagnol du livre, les auteurs Gustave Massiah et Elise Massiah ont été invités, en mai et juin 2012, à Buenos Aires, Montevideo, Santiago du Chili, Bogota, pour présenter le livre et participer à diverses manifestations.

Les visites ont été programmées par les éditeurs et différents mouvements. Ils ont rencontré des mouvements sociaux et citoyens, des universitaires, des étudiants et des lycéens, des responsables politiques, des journalistes, des écrivains et des artistes. Contretemps propose de publier ce texte qui rend compte de ce voyage et des discussions auxquelles il a donné lieu en quatre volets. Nous publions ici la première partie qui propose de brefs éléments de réflexion sur la région et sur les quatre pays. Nous publierons par la suite le résumé des discussions suscitées dans les débats avec les mouvements dans les quatre pays.

LA SITUATION EN AMERIQUE LATINE

Avant d'aborder la situation dans chacun des quatre pays, proposons quelques hypothèses pour caractériser l'évolution de la région. L'Amérique latine est dans une période nouvelle du point de vue de sa situation dans la mondialisation et du point de vue de son histoire.

Ces réflexions empruntent largement aux références qui sont citées en note.¹

Les mouvements sociaux confrontés à la différenciation des situations

Notre démarche, celle de l'altermondialisme, consiste à partir des mouvements sociaux et citoyens pour comprendre la situation et pour la transformer.

La situation est caractérisée par la crise systémique du capitalisme. Cette crise articule quatre dimensions : économiques et sociales, géopolitiques, idéologiques, écologiques. Les résistances des peuples ont accentué la crise du néolibéralisme. L'épuisement du néolibéralisme ne signifie pas pour autant le dépassement du capitalisme. Dans la crise, la bourgeoisie financière reste encore au pouvoir et la logique dominante reste celle de la financiarisation. Mais la mondialisation est en train d'évoluer et ses contradictions augmentent.

Les contradictions géopolitiques sont majeures, elles se traduisent par un basculement du monde. Nous assistons à la montée en puissance de nouveaux pouvoirs qui remettent en cause, de fait, l'hégémonie des puissances dominantes, celles des Etats Unis et de l'Europe. Ce basculement se traduit par une différenciation des situations suivant les régions du monde, une sorte de dérive des continents. Chaque grande région évolue avec des dynamiques propres et l'évolution des mouvements sociaux doit tenir compte des nouvelles situations. Confrontés à la nouvelle situation et à la vigueur de la réaction

conservatrice, les mouvements déploient une très forte combativité et beaucoup d'inventivité.

Dans cette situation, l'Amérique latine tient une place particulière. Des régimes « desarrollistas » ou développementalistes, tentent de mettre en place des politiques post-néolibérales. Des politiques qui ne sont pas anticapitalistes et qui combinent des gages au marché mondial des capitaux et des politiques sociales avec des redistributions. Elles ont pour conséquence une fragmentation des mouvements sociaux qui avaient contribué à créer les situations qui ont permis à ces régimes de s'imposer.

En Asie, des alliances combinent des bourgeoisies étatiques, nationales et mondialisées. Comme en Amérique latine, se pose la question sur le rôle des mouvements sociaux des nouvelles puissances qu'on appelle, faute de mieux pour l'instant, « pays émergents ». Dans ces deux régions, le mouvement social s'organise autour des travailleurs en lutte pour leurs droits et leurs salaires. La place existe pour des alliances larges avec la bourgeoisie étatique, d'autant que cette dernière contrôle une partie de l'appareil productif.

Au Moyen Orient, le nouveau cycle de luttes et de révolutions débouche sur une période de fortes contradictions. La présence réelle des mouvements est confrontée à l'émergence de forces politiques de l'islam confrontées au pouvoir gouvernemental, et à l'instrumentalisation des grandes puissances qui cherchent à compenser la chute de leurs alliés dictateurs en jouant des situations.

En Afrique, la course aux matières premières et à l'accaparement des terres et la multiplication des conflits qui en résulte brouille la dynamique économique réelle et la vivacité des mouvements.

En Amérique du Nord, les nouveaux mouvements, occupy et carrés rouges, sont confrontés à la violence de la réaction des pouvoirs économiques et à la montée des conservatismes inquiétants.

L'Europe est confrontée à la détérioration de ses positions économiques et géopolitiques. Les réponses des bourgeoisies se différencient entre l'Europe du Nord, l'Europe du Sud, l'Europe de l'Est et la Grande Bretagne. La convergence au niveau du mouvement social européen n'est pas spontanée et est très difficile.

Une nouvelle période de l'Amérique latine

L'Amérique latine n'est plus l'arrière-cour des Etats Unis. Elle profite de la crise de l'hégémonie des Etats Unis pour s'autonomiser et s'affranchir. L'armature urbaine latino-américaine se construit sur l'axe Sao Paulo - Mexico et se complexifie. La création des accords régionaux sans les Etats Unis est une étape importante. De même que la recherche d'accords avec les autres continents. Ce qui ne signifie pas la fin de l'influence et de l'action des Etats Unis qui peuvent toujours compter sur l'appui de fractions puissantes des bourgeoisies latino-américaines et qui n'hésitent pas à s'en servir.

La conquête de l'autonomie de l'Amérique latine s'appuie sur une donnée culturelle majeure. L'autonomie culturelle par rapport à l'Europe s'affirme avec la poussée des peuples indiens qui construit une nouvelle identité. Les mouvements sociaux et citoyens ne se vivent plus comme les héritiers des mouvements européens. Ils s'ancrent dans une nouvelle conception de leur Histoire et de celle du continent. On assiste aussi au

basculement de la société de l'ensemble du continent américain, en partie afro-américain, et à l'image de la société mexicaine, à la fois latino et indien.

La nouvelle situation celle des nouveaux régimes et du « néodesarrollismo » est une nouvelle étape dans la période ouverte avec la chute des dictatures et la démocratisation des années 80. Des démocraties bourgeoises ont succédé aux dictatures dans plusieurs pays. Elles ont mis en place des politiques de croissance en adoptant des politiques néolibérales conformes à la logique dominante et des formes partielles de démocratisation. Les Etats Unis qui excellaient dans le contrôle des dictatures ont appris à contrôler ces démocraties relatives. Dès les années 90, de nouveaux mouvements sociaux sont montés en puissance, des nouveaux syndicats, comme CUT au Brésil, CTA en Argentine ; des mouvements paysans à l'exemple du MST au Brésil ; des mouvements sur le logement et la ville sur tout le continent ; les mouvements de femmes et notamment la Marche Mondiale des Femmes ; les associations de défense des droits humains et des libertés ; les mouvements des peuples indigènes ; les mouvements écologistes ; les mouvements d'habitants, les mouvements de l'économie sociale et solidaire... Ces mouvements ont porté une profonde politisation des sociétés. Cette politisation s'est traduite, au début des années 2000, par l'émergence de nouveaux régimes notamment au Brésil, au Venezuela, en Equateur, en Bolivie, en Uruguay, en Argentine ...

En Amérique latine, la présence des mouvements et les rapports, spécifiques et diversifiés avec de nouveaux régimes, au-delà de leurs contradictions permet de poser une question fondamentale, celle de la transition. C'est dans cette région que la question de la transition est la plus explicitement posée. C'est à partir de là que s'est définie dans les forums sociaux mondiaux la proposition de la transition sociale, écologique et démocratique. C'est là que les rapports entre les mouvements sociaux et citoyens et les pouvoirs politiques peuvent être expérimentés à travers leurs contradictions.

La situation économique

Sur le plan économique et politique, la nouvelle phase marque une rupture avec les phases précédentes. Celle des années 80 a été la phase de la décennie perdue ; celle de la crise des dettes externes, qui clôt la phase des économies fermées en forte expansion puis en crise inflationniste. La phase des années 90 est celle d'une croissance non inflationniste mais faible, celle des économies ouvertes mais stagnantes. La phase des années 2000 est marquée par une forte croissance.

La globalisation financière s'est traduite par une rupture dans les années 2000. Les flux de capitaux se multiplient ; les investissements étrangers entrants dans les marchés émergents sont en très forte hausse. Mais il en est de même pour les flux d'investissements sortants des émergents. La financiarisation installe un cercle vicieux. Les effets sur les taux de change ne sont pas maîtrisés et la volatilité accroît la vulnérabilité externe. Elle accroît aussi les inégalités de revenus et met en cause la continuité de la croissance. La croissance qui caractérise les marchés émergents ne suffit pas à caractériser l'évolution économique. La nature de la croissance et l'évolution des différents pays dépendent de la politique industrielle, de la politique de change, de la politique sociale.

L'Amérique latine bénéficie de l'évolution des marchés des matières premières et d'un contexte géopolitique qui permet aux pays producteurs d'améliorer leurs revenus dans le partage international des rentes. La concurrence internationale et les taux de change

jouent à leur avantage et leur permettent d'attirer des capitaux. Les défis pour l'Amérique latine sont d'abord internes. La dette externe n'est plus un danger majeur et immédiat, mais il y a de nouvelles vulnérabilités qui nécessitent des espaces économiques communs regroupant plusieurs pays.

La désindustrialisation précoce est un danger croissant que Pierre Salama souligne fortement. On mesure le danger de laisser les forces du marché dit libre de fixer les prix, les taux de change et d'orienter les investissements. L'économie ouverte risque de se réduire à une économie offerte aux intérêts extérieurs. Du point de vue des politiques économiques, l'intervention de l'Etat s'impose et doit être précisée. Plusieurs réponses sont expérimentées en Amérique latine comme en Asie. Le rôle des banques publiques de développement, les politiques d'éducation ambitieuses, les efforts prioritaires de recherche et développement. La reprimarisation donne des opportunités ; elle permet de desserrer les contraintes. Elle porte aussi un très grand danger ; elle renforce la vulnérabilité aux cours internationaux, l'appréciation de la monnaie et la désindustrialisation.

Les politiques sociales nouvelles sont une des caractéristiques de la nouvelle Amérique latine. Elles sont très contradictoires. Elles ont engagé une réelle réduction de la pauvreté. Mais elles n'ont pas permis de faire face aux inégalités. Elles montrent les limites de la croissance actuelle pour réduire les inégalités sociales. L'évolution institutionnelle a permis une politique redistributive relative et a amélioré la part des salaires dans la formation des revenus. Mais la précarité des emplois augmentent et se traduit par une insécurité sociale croissante.

Le recul de la pauvreté résulte des politiques sociales. L'exemple de l'Amérique latine montre que la lutte contre l'inflation n'implique pas le recul des dépenses sociales publiques. Pour lutter contre le déficit budgétaire et l'hyperinflation des années 80, la lutte contre l'inflation a été menée par la réduction des dépenses publiques et la diminution de la pression fiscale. A partir des années 2000, les dépenses sociales sont en forte progression et augmentent plus vite que les dépenses publiques.

La situation politique

L'Amérique latine expérimente des voies originales de transition démocratique. La mémoire de la période des dictatures reste encore vivace et bien des traces sont marquantes dans les sociétés. La période n'est plus pour autant celle de la sortie des dictatures. Les sociétés travaillées par des mouvements sociaux d'une grande vivacité sont engagées dans de nouvelles luttes qui portent l'invention de nouvelles formes démocratiques.

Une transition démocratique est engagée ; elle crée de fortes contradictions. On en trouve une illustration notamment avec la reconnaissance politique des peuples indiens. La reconnaissance des droits politiques des peuples indiens entre en contradiction avec la primarisation. Cette reconnaissance réelle se heurte à des problèmes sociaux et environnementaux liés à l'exploitation des mines à ciel ouvert et à la symbolique de la terre des ancêtres polluée par ces exploitations.

Plus généralement, la citoyenneté sociale est loin d'avoir progressé au rythme de la citoyenneté politique. Les politiques sociales sont encore insuffisantes par rapport aux dégâts des politiques économiques. Les inégalités sociales restent dominantes et réduisent le dynamisme du marché intérieur. Elles menacent la cohésion sociale, délitent le lien

social et sont source de violence.

De même, la démocratie et les libertés sont gangrenées par la montée de la violence. Les sociétés particulièrement inégalitaires génèrent la violence. Cette évidence n'est pas à elle seule suffisante pour comprendre l'actualité de la violence et de l'extrême violence ainsi que le rôle des organisations criminelles. Il faut prendre en compte d'autres causes et notamment : la défiance par rapport aux institutions, la corruption très élevée, la nature de l'urbanisation, les limites de la scolarisation, les échecs dans la lutte contre la violence. Les politiques de réduction de la violence passent par la diminution des inégalités ; l'éducation ; la qualité des institutions, surtout de justice et de police ; la politique de la ville. Il y a aussi des succès dans ces politiques, rappelons par exemple l'action d'Antanas Mockus, maire de Bogota en 1996 et 2001, qui réussit à diminuer spectaculairement les homicides criminels dans sa ville.

Tous les gouvernements progressistes latino-américains convergent aujourd'hui autour d'objectifs politiques et géopolitiques communs qui intègrent plusieurs préoccupations centrales des mouvements sociaux : rejet du néolibéralisme ; refondation de la souveraineté populaire et nationale à travers des processus d'élections d'assemblées constituantes ; développement de formes de démocratie participative, citoyenne ou d'implication populaire ; reconnaissance des droits des peuples indigènes ; récupération des ressources naturelles et énergétiques (avec parfois des processus de nationalisations) ; mise en place de programmes sociaux d'envergure dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté ; émancipation des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, etc.) et des Etats-Unis ; développement de nouvelles formes d'intégration régionale inédites (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-traité de commerce des peuples -ALBA-TCP-, Union des nations sud-américaines -UNASUR-, Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes - CELAC -). Ces objectifs ne s'accompagnent pas d'une remise en cause de l'économie de marché et s'inscrivent dans le cadre de l'intégration de la région sud-américaine dans l'économie capitaliste mondialisée.

Les mouvements sociaux et citoyens

Les mouvements sociaux et citoyens ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de l'Amérique latine et dans l'ouverture de la nouvelle période. Ils ont été fondateurs dans le passage des dictatures aux nouveaux régimes. Ils ont su combiner les revendications démocratiques pour les droits et les libertés, les luttes sociales de résistance, l'invention de pratiques alternatives.

Franck Gaudichaud analyse les expériences d'auto-organisation et de réorganisation des relations sociales dans différents pays. Il cite notamment l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca et la production pour le bien commun ; la place des indigènes en Bolivie « consubstantiel à la naissance de cet État ; l'ethnicisation comme légitimation de la présence dans des espaces desquels les indiens occupaient une place marginale ; le rôle des paysan-ne-s ; les pratiques de participation et les conseils communaux ; l'« acampamento » urbain comme « projet d'émancipation de chacun.e en tant que sujet, mais aussi le devenir collectif » ; la mise en œuvre conjointe du droit au logement et du droit du travail ; l'écosocialisme et le « bien vivre » ; les biens communs mondiaux ; l'agroécologie et la récréation des « systèmes de vie » comme une façon de penser les écosystèmes ; le contrôle ouvrier et l'autogestion ; la récupération d'entreprises ; les

structurations sous forme de coopératives ; l'innovation sociale ; la rotation des postes d'animation ; les nouvelles approches de la richesse ; les coopératives de logement et le concept de propriété collective, etc.

Les mouvements sociaux et citoyens ont aussi innové dans les formes d'organisation. Ils ont construit la convergence des mouvements à l'échelle de chaque pays. Ils ont ainsi accepté la diversité et la légitimité des mouvements : les syndicats de travailleurs salariés, les mouvements paysans, les mouvements des femmes, les mouvements de jeunes, les associations de sans-domiciles, de locataires et les comités urbains, les associations de défense des droits humains, les écologistes, ... Ils ont formé la base qui a servi d'appui et d'élargissement aux mouvements des peuples « indigènes » ouvrant la révolution culturelle de l'Amérique « indo-afro-latine ».

Les mouvements ont aussi recherché la jonction des luttes et des mouvements à l'échelle du continent et à l'échelle mondiale. La nouvelle région s'est construite avec les grandes mobilisations qui ont culminé en novembre 2005, au sommet de Mar del Plata en Argentine, avec le rejet de la Zone de Libre-échange des Amériques (ZLEA). Ils ont activement contribué au lancement d'une nouvelle phase du mouvement altermondialiste, avec les zapatistes qui choisissent le 1^{er} janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'ALENA, et à partir de 2001 avec le lancement des forums sociaux mondiaux à Porto Alegre.

Pour les mouvements sociaux de la région, l'arrivée au pouvoir de gouvernants se définissant comme progressistes a représenté un changement radical. Les mouvements sociaux, dans leur grande majorité, revendiquent leur indépendance par rapport aux gouvernements, même quand ils ont contribué à leur victoire électorale. Même si certains ont opté pour soutenir les politiques officielles, ils réaffirment leur autonomie. Mais l'initiative est passée dans beaucoup de cas des mouvements aux gouvernements. Les citoyens estiment que c'est aux gouvernements d'agir et sont en attente des décisions gouvernementales. Ce ne sont plus les grandes mobilisations qui déterminaient l'agenda politique de la région.

La situation est devenue beaucoup plus complexe et les changements impulsés en grande mesure par l'action des mouvements sociaux ont contribué à les écarter de l'avant-scène. Et pourtant, les mouvements sociaux de la région restent forts vigoureux et n'ont pas renoncé à peser sur le politique. La situation des mouvements se diversifie dans chaque pays avec la fragmentation des mouvements. Elle se diversifie aussi entre les pays où les gouvernements sont toujours néolibéraux et conservateurs et ceux où des gouvernements sont tentés par d'autres voies.

Les débats dans les mouvements recourent ceux des partis politiques. D'autant qu'ils ont largement contribué à la formation des partis les plus actifs comme par exemple le Parti des travailleurs (PT) du Brésil, le *Movimiento al socialismo* (MAS) en Bolivie, l'*Alianza PAIS en Equateur*. *Christophe Ventura analyse le double clivage qui prévaut au sein de la « gauche sociale » latino-américaine. Celui - de fond - qui divise tenants et opposants du « neo-desarrollismo », nationalisme populaire d'un côté, écosocialisme de l'autre. Et celui - plus stratégique - qui oppose les partisans d'un aboutissement politique des mobilisations aux apôtres de voies plus autonomistes, basistes ou localistes du changement social.*

L'évolution récente

Depuis 2011, des mouvements massifs, quasi insurrectionnels, témoignent de l'exaspération des peuples. Ce n'est pas sur une analyse d'ensemble que démarrent les mouvements. L'explosion part de questions inattendues et se prolongent. Les mouvements au Brésil, en Turquie, en Grèce et ailleurs se rattachent au nouveau cycle de luttes et de révolutions qui a commencé il y a moins de trois ans à Tunis, qui s'est étendu à l'Égypte et au Moyen Orient, a traversé la Méditerranée et s'est propagé en Europe du Sud, en Espagne, au Portugal, en Grèce en posant la question de la démocratie réelle. Il a trouvé un nouveau souffle en traversant l'Atlantique à travers les "occupy" Wall Street, London, Montréal. Il a pris des formes plus larges dans de nombreux pays du monde, au Chili, au Canada, au Sénégal, en Croatie, autour de la faillite des systèmes d'éducation et de la généralisation de l'endettement de la jeunesse. Il rebondit à partir des mobilisations en Turquie, au Brésil et en Égypte. Le pouvoir économique et le pouvoir politique, à travers leur complicité, ont été désignés comme les responsables de la crise. Ce qui a été démasqué c'est la dictature du pouvoir financier et la « démocratie de basse intensité » qui en résulte.

Les mots d'ordre explicités depuis Tunis et Le Caire mettent en avant le refus de la misère sociale et des inégalités, du respect des libertés, du rejet des formes de domination, de la liaison entre urgence écologique et urgence sociale. D'un mouvement à l'autre, il y a eu des affinements sur la dénonciation de la corruption et la désignation du « 1% des plus riches et des plus puissants » ; sur la revendication d'une « démocratie réelle » et le rejet de la fusion entre les classes financières et politiques ; sur les contraintes écologiques, de l'accaparement des terres et des matières premières.

Le Forum social Mondial de Tunis, en mars 2013, a souligné le rapport entre les nouveaux mouvements et le mouvement altermondialiste. Ces mouvements ne se sont pas organisés dans le mouvement altermondialiste, même si de nombreuses relations ont existé dès le début. Les nouveaux mouvements sociaux ont leur dynamique propre. Les jonctions avec les mouvements plus anciens de l'altermondialisme existent mais elles sont diffuses. D'autant qu'aucun des deux ensembles n'est homogène et qu'ils n'ont, ni l'un, ni l'autre, de formes de représentation permettant des discussions formelles. Les mouvements plus anciens de l'altermondialisme devront tirer les leçons de leurs avancées et de leurs limites.

La défiance par rapport au politique a pris une nouvelle ampleur avec les nouveaux mouvements. Elle avait été déjà marquée avec les indignés espagnols (« vous ne nous représentez pas »), les occupy (« vous êtes 1%, nous sommes 99% »). Elle s'approfondit avec le Brésil. Cette défiance est explicitée avec la condamnation systématique de la corruption. La corruption est rejetée parce qu'elle est systémique. Elle résulte de la fusion entre le politique et le financier qui corrompt structurellement la classe politique dans son ensemble. Le rejet de la corruption va au-delà de la corruption financière ; il s'agit de la corruption politique. Comment faire confiance quand ce sont les mêmes, avec parfois un autre visage, qui appliquent les mêmes politiques, celles du capitalisme financier. Il ne s'agit pas seulement de la subordination du politique au financier, il s'agit de la remise en cause d'une autonomie de la classe politique.

Ces mouvements sont spontanés, radicaux, hétérogènes. Certains affirment que ces mouvements ont échoué parce qu'ils n'ont pas de perspective ou de stratégie et qu'ils ne se sont pas dotés d'organisation. Cette critique mérite d'être approfondie. Elle n'est pas très convaincante quand on sait que le plus vieux de ces mouvement a trois ans. Les mouvements ne rejettent pas toutes les formes d'organisation ; ils en expérimentent des nouvelles. Celles-ci ont démontré leur intérêt dans l'organisation des mobilisations, la réactivité aux situations et l'expression de nouveaux impératifs, même si la question des

formes d'organisation par rapport au pouvoir n'est pas encore entamée et laisse un goût d'inachevé.

La question fondamentale est celle de la forme d'organisation qui permette de relier la capacité de résistance aux classes dominantes, les affrontements dans les moments de rupture et les formes de renouvellement du pouvoir et du politique. La discussion sur les formes d'organisation est aujourd'hui prioritaire. A partir de la recherche de pratiques nouvelles et d'un effort continu d'élaboration.

Les mouvements sociaux et citoyens en Amérique latine sont porteurs de deux interrogations fondamentales. La première concerne la jonction avec les nouveaux mouvements et la question des rapports au politique. La deuxième concerne le renouvellement de la pensée de la transition sociale, écologique, démocratique et géopolitique.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

références

L'analyse de la Région reprend les éléments des neuf références suivantes :

- Atilio Boron, sociologue et secrétaire exécutif du CLACSO, Le dilemme des mouvements sociaux : organiser la désorganisation, Entretien dans Alternatives international, 21 octobre 2005
- CETRI, État des résistances dans le Sud : Amérique latine, collection Alternatives Sud, décembre 2011.
- *Mariano Féliz*, "Los límites macroeconómicos del neo-desarrollismo", Herramienta, 28 Octobre 2008.
- **Franck Gaudichaud, Pouvoirs populaires latino-américains. Pistes stratégiques et expériences récentes, introduction du livre collectif Emancipations en construction, Editions Syllepse, 2013.**
- ↑ 1 - *Estrella Gutiérrez*, **Consenso de Brasilia, modelo para armar América Latina**, IPS. 3 octobre 2012.
- François Houtard Los movimientos sociales y el Alba, Forum Mondial des Alternatives, 7 juin 2013.
- Pierre Salama, Les économies émergentes Latino-américaines, entre cigales et fourmis, Editions Armand Colin, 2012.
- Carlos Vainer, Mega eventos, mega negocios, mega protestos, Autres Brésils, juin 2013
- [Christophe Ventura](#), [L'Amérique latine rebelle. Cartographie des luttes des mouvements sociaux et des problématiques sociales et écologiques](#), Mémoire des Luttes, 3 décembre 2011.